

La Caravane des jours heureux du Puy-de-Dôme (p. 5)

COMMUNISTES

Mettre un coup d'arrêt au désastre sanitaire ! (p. 3)



Vidéo

Le replay de On est
en direct avec
Fabien Roussel sur
France 2 #0EED

Bébés capitalistes

À lire *Les enfants naufragés du néolibéralisme* de la psychanalyste Danièle Epstein. Elle montre comment les jeux mis désormais à disposition des plus petits sont truffés des notions de marché, de gain, d'accumulation. On ne joue plus, on gagne du fric. Sur ces jeux, tout a une valeur, il faut toujours payer quelque chose. « Le système néolibéral fait de nos enfants les otages d'un monde qui tourne en boucle autour d'un système marchand qui organise le gaspillage », écrit-elle. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse: €

**"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

MARIAM

JE M'APPELAIS MARIAM NOURI HAMADAMEEN
J'AVAIS 21 ANS. J'ÉTAIS KURDE. JE N'ÉTAIS
PAS UNE VEDETTE.
J'ÉTAIS PASSAGÈRE D'UN ZODIAC SURPEUPLÉ
QUI TENTA, IL Y A QUELQUES JOURS, DE TRAVER-
SER LA
MANCHE.

EN VAIN.

SOLIVENEZ-
VOUS DE
MOI...

.. DE NOUS.



CHANTAL MONTELLIER

2 décembre : Manifestation pour les pensions, la santé et les services publics, Paris.

2 décembre, à partir de 19h30 : Migrant 'Scène, festival de la Cimade : « Bienvenue au Réfugistan », ciné-discussion, entrée 6€. Cinéma le Grand Club à Dax (40)

3 décembre : « Rencontre des jours heureux », déplacement de Fabien Roussel sur le thème de l'éducation et de la formation à Vénissieux (69)

3 décembre, à partir de 18h30 : Réunion publique pour les 100 ans du Parti et pour soutenir la campagne présidentielle organisée par la cellule de Pignan. Débat suivi d'un repas (participation de 10€), réservations au 0670521932 ou par mail pcf.pignan@orange.fr Salle Genieys, au parc du château de Pignan (34)

4 décembre, à partir de 14 h : Tables rondes pour les 10 ans du *Piment Rouge*, le journal des élu-e-s communistes de Rennes. Au programme : le communisme municipal, le droit à la ville et le droit au logement. Ces rencontres seront suivies d'un pot fraternel, merci de vous inscrire sur eluscommunistesrennais@orange.fr Salle polyvalente de la direction de quartier Bréquigny, Rennes (35)

4 décembre, à partir de 14 h : Grand loto des communistes de Montreuil. 5€ le carton, bar restauration sur place. Ecole Daniel Renoult, Montreuil (93)

4 décembre, à partir de 14h30 : Fête de la Fraternité Châtelleraut, au programme : conférences, rencontre-débat et soirée conviviale avec concert. Bon de soutien à 5€ donnant droit au spectacle, tartiflette + concert à 12€. Salle du Berry à Senillé (86)

4 décembre, à partir de 16h30 : Migrant 'Scène, festival de la Cimade : « Migrants : la peur de l'inconnu ? », par la Compagnie des Mots à Coulisses. Salle Lamarque-Cando à Mont-de-Marsan (40)

4 décembre, à partir de 20 h : Migrant 'Scène, festival de la Cimade : lecture théâtralisée « Exil, hommage à ceux qui viennent d'ailleurs ». Chemin de la Ferme à Clamecy (58)

6 DÉCEMBRE, 18h : SOIRÉE D'HOMMAGE À JACK RALITE AU SIÈGE DU PCF (AVEC FABIEN ROUSSEL)

Du 8 décembre au 17 février 2022 : Exposition sur la *Dépêche de l'Aube*, naissance d'un centenaire. Du lundi au jeudi, de 9h à 17h. Archives départementales de l'Aube, Troyes (10)

9 décembre, à partir de 18h30 : Conférence-débat « Salaire et cotisation sociale » avec Bernard Friot, dans le cadre des Jéudis de la pensée Marx. Salle Louis Aragon, 9 rue Jean-Jaurès, Saint-Maximin (60)

11 décembre : Repas du *Travailleur Alpin*, plus d'informations à venir. 20 rue Émile Gueymard, Grenoble

11 décembre, à partir de 10 h : Assemblée des communistes vosgiens, suivie d'un repas militant. Salle de réunion de la fédération, à Epinal (88)

14 décembre, à partir de 18 h : Éric et Alain Bocquet seront les invités de Cathy Apourceau-Poly, sénatrice et Jean Marc Tellier, maire d'Avion pour débattre de l'évasion fiscale et présenter leur livre. Salle des fêtes de Harnes (62)

15 décembre, à partir de 19 h : Rencontre avec Pascal Savoldelli, sénateur du Val-de-Marne, sur le thème « Demain tous auto-entrepreneurs ? ». Salle Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)

16 décembre, à partir de 19h30 : Éric Bocquet sera l'invité de la section Oswald Calvetti pour parler de son livre sur l'évasion fiscale et répondre aux questions. Réservation nécessaire sur sectioncalvetti-pcf@orange.fr Salle du vieil hôpital, Velleron (84)

21 décembre, à partir de 15 h : Noël de la Solidarité du PCF Vendée pour offrir un colis de Noël avec des aliments de qualité aux familles en difficulté et des cadeaux aux enfants. Possibilité de faire un don à l'ordre de ADF PCF Vendée, 61 rue d'Aubigny, 85007 La Roche-sur-Yon, afin d'aider l'initiative. Sous le marché couvert des Jaulnières, La Roche-sur-Yon (85)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire Vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur <http://www.museehistoirevivante.fr>

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition *Libres comme l'art*, 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF. Du mercredi au samedi, de 14h à 18h, à l'Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris (75019)

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

EXPOSITION sur le 80^e anniversaire des fusillés de Châteaubriant à Saint-Ouen (93), du 20 au 27 novembre ; sur le centenaire du PCF à la section de Loos (59), le 27 novembre

FÊTE de l'Humanité Bretagne, au Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56), les 27 & 28 novembre

FESTIVAL de la Cimade, Migrant 'Scène : conférences, films, pièces de théâtre...

RASSEMBLEMENT « Stop aux bus Macron, Oui aux trains Roussel » pour le retour du train à Mirecourt, sur le parvis de la gare (88), le 28 novembre

L'exposition "Libres comme l'art" (plus de 120 oeuvres) raconte les relations entre l'art, la culture et le PCF. Du 29 novembre 2021 au 31 janvier 2022. Espace Niemeyer.

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmsons@pcf.fr>

Mettre un coup d'arrêt au désastre sanitaire !

« Il n'y aura ni confinement, ni couvre-feu, ni fermeture anticipée des commerces, ni limitation de déplacement... », a affirmé Olivier Véran lors de sa conférence de presse le 25 novembre dernier. Mais il s'est empressé de rajouter : « La France connaît à son tour une cinquième vague qui sera sans contexte plus forte et plus longue que celle survenue cet été » !

Rassurer d'abord pour ensuite agiter le hochet de la peur panique ! La campagne vaccinale est relancée avec l'extension de la troisième injection : dont acte ! Mais qu'en est-il de la politique des tests, du suivi des personnes-contact ? Qu'en est-il de l'évaluation systématique de l'immunité des personnes vaccinées ?

Beaucoup de questions restent en suspens parce que nous sommes toujours dans une politique court-termiste et le refus de mener une politique de santé qui « pense global ». La raison en est simple : éviter l'implosion du système hospitalier, et surtout ne rien changer à cette politique ultra-libérale et délétère qui considère les dépenses de santé comme un coût insupportable pour le capital financier !

Mais le nouveau variant « provenant » d'Afrique australe risque de remettre « les pendules à l'heure » ! Est-ce que nous devons vivre avec cette menace permanente, vivre avec le vaccin ? Est-ce que les peuples vaccinés doivent vivre, claquemurés dans leurs frontières, face aux peuples non-vaccinés d'Afrique australe, des populations déjà lourdement atteintes par les effets du réchauffement climatique comme en Madagascar ?

Plutôt que de semer un vent de panique, faire appel encore et toujours à la responsabilité individuelle et réprimer les « récalcitrant-e-s », la question à l'ordre du jour : prendre les mesures qui s'imposent dans une telle situation ! Gouverner, en un mot dans l'intérêt général, en France et dans le monde !

L'heure est à renforcer nos initiatives, nos mobilisations autour de la pétition de l'Initiative citoyenne européenne (ICE), comme le rassemblement du 30 novembre, à la Bourse à Paris : la conscience grandit autour du « vaccin bien commun », des scientifiques s'engagent dans cette bataille. Mais nous ne pouvons en rester là : ce n'est pas seulement une question humanitaire et de santé ; ce qui est en jeu c'est le sens même de la direction que prend notre société ! 6,5 milliards de vaccins dans le monde et seulement 2,5 % de vacciné-e-s en Afrique : l'apartheid vac-

cinale a accouché d'un nouveau variant !

La levée des brevets et des droits de propriété intellectuelle est la seule solution pour garantir l'accès de tous les peuples de la planète aux vaccins et traitements : c'est une bataille de haute importance pour tous les communistes à mener conjointement avec le soutien à notre proposition de Pôle public du médicament.

Quand le gouvernement prétend « parler fort », il propose à la communauté nationale, aux hospitaliers en lutte depuis plusieurs années un projet de loi de financement de la Sécurité sociale indigent et qui, contrairement aux discours triomphateurs du ministre de la Santé, va aggraver la situation des hôpitaux publics.

Depuis l'été dernier, le mécontentement grandissant face à un Ségur de la Santé qui a montré très vite ses limites, cumulé à une fatigue généralisée, des pertes de sens, une précarité rampante, provoquent un véritable séisme au sein des services hospitaliers : innombrables sont les soignant-e-s, mais aussi des jeunes médecins qui quittent l'hôpital public. Ces vagues de départs se font dans un environnement de pénurie permanente de tout ! Au-delà de la médiocre polémique sur le nombre de lits fermés, la réalité est bien aujourd'hui des centaines de services d'urgence, de soins intensifs, de pédiatrie, de chirurgie, de psychiatrie qui sont en incapacité de fonctionner.

Partout en région et en Île de France nous assistons bien à des ruptures dans la continuité des soins, des pertes de chance pour des milliers de personnes, par report d'opérations ou de traitement. Le gouvernement doit être tenu comme responsable des aggravations des pathologies et de morts évitables et non-évitées ! C'est un véritable krach sanitaire qui se profile : le gouvernement le craint mais ne fait rien ! Au contraire, il laisse la dégradation s'installer partout, et ce laisser-faire ouvre la voie en grand au secteur privé, qui accueille actuellement soignant-e-s et médecins qui désertent l'hôpital public !!

Après des mois de désarroi, de sidération, d'attentes non-satisfaites, les personnels, avec le soutien large de la population, des élu-e-s et des militant-e-s communistes partout mobilisé-e-s depuis de longs mois, des rassemblements inédits comme à Laval, Luçon, Sedan, Dôle, Draguignan, dans l'Essonne, la Seine-Saint-Denis... ont permis que la mobilisation dans la France entière soit à l'ordre du jour.



Le 4 décembre doit devenir un moment d'ancrage d'une mobilisation de toutes et tous pour l'hôpital public, à Paris et en région.

80 organisations, dont le PCF, conjointement aux organisations syndicales et collectifs d'hospitaliers, ont décidé de joindre leurs forces pour enfin obtenir un Plan d'urgence et permettre à l'hôpital public d'assurer ses missions de soins auprès de la population.

Nos propositions rejoignent les exigences majoritaires, qui cimentent les mobilisations et actions en cours. Alors : à l'aise les cocos ! Créons partout les conditions de la réussite du 4 décembre ! ✪

Evelyn Vander Heym

commission nationale Santé/Protection sociale

Vaucluse

Création d'une cellule d'entreprise

Création de la cellule Marie-Hélène Calvetti dans une usine vaclusienne.

Le 21 novembre, une douzaine de travailleurs membres de la section Oswald-Calvetti de Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) venus à Paris à l'occasion du grand meeting de Fabien Roussel, place de la Bataille de Stalingrad, ont souhaité faire un détour par la place du Colonel-Fabien, siège de notre parti, pour y officialiser la création de la première cellule d'entreprise privée dans une usine du secteur agro-alimentaire du département depuis des décennies. Grâce à la gentillesse et au dévouement de notre camarade parisienne Léna Mons, ce souhait a pu devenir réalité.

Cette cellule, baptisée Marie-Hélène Calvetti, en l'honneur de notre camarade, militante infatigable de la CGT et du Parti communiste, décédée au cours de l'année, composée de quatre ouvriers et ouvrières, s'est structurée après huit années de travail militant, dont les trois dernières acharnées. Cette création est le fruit non seulement de la rupture qu'a signifiée le 38^e congrès, mais aussi du choix d'une candidature communiste, en l'occurrence celle de Fabien Roussel, décisions essentielles à la reconstruction des bases nécessaires au renforcement du Parti.

Ce travail n'a pas été de tout repos : notre section a dû se livrer à un travail de fond, long, complexe.

C'est par une présence et un travail réguliers que nous sommes passés pour les travailleurs de cette entreprise de la simple indifférence à la curiosité, puis à un intérêt grandissant et un accueil chaleureux lors des distributions de matériel, sans hésiter à mettre en avant des sujets de fond et des positions de classe.

Ainsi, au fil des mois, un premier travailleur, puis deux, puis trois nous

ont rejoint, jusqu'au jour où il nous est apparu, avec l'arrivée d'une nouvelle camarade, la possibilité de les organiser en cellule, outil de base qui permettra leur structuration politique et d'aller vers un renforcement rapide.

Une cellule pour échanger, confronter les points de vue, se former, une tâche prioritaire, avec le soutien de l'ensemble de la section.

Cette adhésion, au sein d'une cellule d'entreprise, c'est permettre la prise de conscience pour les prolétaires qu'il leur faut un parti pour s'organiser politiquement, se structurer, afin d'agir. « Pas de théorie révolutionnaire sans mouvement révolutionnaire », écrivait Lénine. La théorie n'étant rien sans la pratique, et la pratique rien sans la théorie, c'est par la base que nous devons renforcer le Parti, seul outil capable

de structurer les travailleurs en avant-garde consciente et agissante dans sa tâche historique, celle de renverser le capitalisme et construire le socialisme.

Cette création est donc le fruit conjoint d'un travail acharné des militants communistes, d'un contexte historique particulier pour les travailleurs et le Parti, mais aussi et surtout des travailleurs eux-mêmes.

Nous portons désormais la lourde responsabilité de mener à bien

notre tâche en structurant, formant et donnant les moyens d'agir à cette première cellule d'entreprise privée vaclusienne.

Par cette contribution, la possibilité de faire part de cette expérience, nous souhaitons avant toute chose non pas exposer simplement et avec fierté notre travail et ses résultats, mais encourager l'ensemble des camarades au moment où des tâches immenses nous attendent. Il est vrai

que parfois tout semble perdu, qu'il est difficile de mobiliser, la montée des réactionnaires pousserait même presque à abandonner. Mais une leçon que nous avons retenue des longues années de combat que notre section a vécues, ainsi que de nos aînés résistants FTPF qui nous inspirent, c'est qu'aucune situation n'est sans issue. Il y a toujours un moyen de s'en sortir, toujours un phare dans la nuit, et ce phare c'est notre parti.

La campagne des *Jours heureux* ne sera un succès que si elle nous permet de renforcer, à la base et de façon très concrète, notre parti, sans perdre de vue le renversement du capitalisme qui menace la paix mondiale et la vie humaine.

C'est donc un message d'encouragement et d'espoir que portent cette cellule d'entreprise et notre section : En avant, camarades, plus un seul d'entre nous ne doit manquer pour qu'adviennent les Jours heureux ! ✪



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Caravane des jours heureux

Jeudi 25 novembre, à la salle La Muscade de Blanzat, les communistes ont inauguré la Caravane des jours heureux du Puy-de-Dôme, prolongement de la caravane estivale de notre candidat à l'élection présidentielle Fabien Roussel !

La caravane des jours heureux aux couleurs de la campagne de Fabien Roussel, candidat du PCF à l'élection présidentielle de 2022, entame une nouvelle série d'étapes dans le Puy-de-Dôme. Autant d'occasions d'aller, à raison d'une fois par semaine, à la rencontre des habitantes et des habitants du territoire pour recueillir leurs revendications, leurs préoccupations, leurs besoins... et faire connaître et populariser les propositions du candidat communiste. Nous savons à quel point la vie est dure pour les jeunes, les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi, les retraité-e-s et parmi elles et eux, nombre de nos camarades. C'est pourquoi nous voulons des réformes populaires, de justice sociale, pour améliorer nos vies et mettre fin aux inégalités, redonner sa dignité au monde du travail et redresser notre pays, insuffler de l'espoir à la jeunesse et relever, ensemble, le défi des jours heureux.

Ce tour du département est porté et animé par les militantes et les militants du PCF, un parti aux racines populaires, ancré dans l'histoire des luttes sociales, des luttes pour la liberté et la souveraineté des peuples, ancré partout dans le pays grâce à ses adhérent-e-s et ses élu-e-s.

Le parcours de la caravane a été dévoilé jeudi 25 novembre à la salle La Muscade de Blanzat, ville communiste de la métropole clermontoise, par le maire Richard Bert et le secrétaire fédéral du Puy-de-Dôme Pierre Miquel. Afin de donner une dimension festive à cette soirée militante et planter le décor de ces jours heureux que nous voulons construire, le groupe Dum Tcha et son swing jazz étaient de la partie.

Pour relever le défi des jours heureux, nous nous attelons aux sujets de préoccupation quotidienne des gens : travail, pouvoir d'achat, retraites, réindustrialisation du pays, services publics, avenir de la jeunesse... Nous voulons la retraite à 60 ans avec prise en compte des années d'études, nous voulons la revalorisation des salaires et l'augmentation du SMIC, nous voulons investir dans l'école et l'hôpital public avec des embauches massives et des salaires décents.

Au-delà du slogan, notre désir est d'imprégner chacune de nos initiatives d'une énergie heureuse de rassemblement pour renverser le capitalisme et lui opposer des contre-propositions.

Sortir des logiques de domination, d'emprise et de violence, c'était justement le thème de la journée du jeudi 25 novembre. À Clermont-Ferrand,

comme partout en France et dans le monde, un rassemblement avait lieu pour dénoncer les violences faites aux femmes.

Contre ces maux qui gangrènent la société et brisent des vies et pour surmonter la fatalité ambiante, au PCF nous luttons et nous agissons. Loin d'alimenter la division à gauche, nous travaillons à des propositions innovantes et ambitieuses au service de l'intérêt général pour faire revenir aux urnes les oublié-e-s, les méprisé-e-s et les déçu-e-s de la politique. Avec nos propositions résolument tournées vers le bonheur et l'épanouissement des femmes et des hommes qui produisent les richesses de notre pays, et non vers la rentabilité aveugle du capital, nous nous adressons aux classes populaires et aux classes moyennes en démontrant qu'il est possible de vivre mieux tout en relevant le défi du climat et en étant à la pointe d'une mondialisation de coopération, respectueuse des peuples.

Pour joindre le geste militant aux paroles d'espoir de notre soirée festive, les communistes se sont massivement mobilisé-e-s le week-end des 27 et 28 novembre avec pas moins de 8 marchés solidaires à travers le département. Soit une centaine de militant-e-s puydômois-es au service de près d'un millier de citoyen-ne-s. À Riom, Romagnat, Auzat-la-Combelle, Clermont-Ferrand, Aubière, Vic-le-Comte, Courpière, La Monnerie-le-Montel et Thiers, des ventes de fruits et légumes locaux, de saison et de qualité étaient ainsi proposés à prix coûtant.

Une manière active de promouvoir une alimentation saine, accessible à toutes et tous, et une juste rémunération des productrices et des producteurs. ✪

Pierre Miquel



La caravane des Jours heureux

Du 5 au 20 décembre 2021

- Marché de Saint-Eloy-les-Mines
Samedi 11 décembre de 10h à 12h
- Marché de Maringues
Lundi 20 décembre de 10h à 12h
- Marché d'Aubière
Dimanche 5 décembre de 10h à 12h
- Marché de Champeix
Vendredi 17 décembre de 10h à 12h
- Marché d'Ambert
Jeudi 9 décembre de 10h à 12h

BLANZAT LA MUSCADE JEUDI 25 NOVEMBRE LANCEMENT EN MUSIQUE DÈS 19H30 AVEC OUM TCHA TRIO SWING

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

#EtudiantsSansMaster

L'UEC lance une pétition contre la sélection

En réaction à la généralisation d'une plateforme de sélection entre la licence et le master, l'Union des étudiants communistes a lancé une pétition dimanche dernier : trouvermonmaster.lol

Communiqué des organisations de jeunesse :

Alors que le premier semestre touche à sa fin, nombre d'étudiants et d'étudiantes en licence 3 n'auront pas le droit à la poursuite d'études. Des milliers d'entre eux sont encore aujourd'hui privés d'un master du fait du manque de places à l'université, du fait de la sélection en master 1.

En témoigne l'occupation actuelle à l'université Paris-Nanterre de 61 jeunes sans affectation, dont la moitié en Master, qui dure depuis 1 mois pour exiger d'avoir une place à l'université ! Aucune solution réelle n'est proposée à tous les jeunes qui cette année se sont retrouvés dans cette situation. Ils doivent avoir une inscription immédiatement !

Pire, les conseils d'universités ont à leur ordre du jour l'utilisation de la plateforme trouvermonmaster.lol censée recenser les masters, en outil de sélection qui s'inspire très fortement de Parcoursup. Ils commencent déjà à centraliser les capacités d'accueil et les "attendus" ! La plateforme [trouvermonmaster](https://trouvermonmaster.lol) destinée aux licences 3 s'annonce encore plus sélective que Parcoursup et sera efficiente dès cette année avec un calendrier resserré au second semestre. Les étudiants et les étudiantes devront formuler un certain nombre de vœux. En revanche, le risque persiste qu'au moindre vœu accepté par un établissement, l'étudiant ou l'étudiante puisse obligatoirement être affecté-e dans ce master sans attendre la réponse de ses autres demandes.

Non seulement des étudiant-e-s n'auront pas de masters, mais une majorité se retrouvera dans un master ne correspondant pas à leurs premiers choix. Tout au long du mois de mars, elles et ils devront faire leur vœux en master, et d'avril à la mi-juin les étudiants et les étudiantes auront les réponses des équipes pédagogiques.

Du fait de l'autonomie des universités et de la mise en concurrence de celles-ci, la mise en place de cette plateforme passera nécessairement par la mise en place d'algorithmes locaux basés sur des critères de sélection sociale au mépris des classes populaires.

Alors que le nombre de milliardaires en France est passé de 95 à 109 en pleine crise du Covid, il n'y a aucune raison d'accepter qu'un seul jeune se retrouve sans fac ! L'argent et les moyens existent pour garantir une place pour tous dans la fac et la filière de son choix !

Le gouvernement fait le choix une fois de plus d'une sélection renforcée plutôt que d'investir massivement dans l'enseignement supérieur et la recherche. En refusant d'investir et en répondant par la sélection à tous



les niveaux, c'est la casse de l'avenir des étudiants et des étudiantes. Il faut en finir avec la sélection à l'entrée et au sein même de l'université. Le droit à la poursuite d'études doit être garanti. Étudier est un droit, pas un privilège !

Les organisations étudiantes et de jeunesse appellent à la mobilisation des étudiants et des étudiantes partout en France le 8 décembre prochain et revendiquent :

- ✳ Pour tous les étudiant-e-s n'ayant eu aucun master cette année : l'ouverture immédiate de places dans les facs et les filières demandées en priorité pour ces étudiants.
- ✳ L'investissement massif dans l'ESR permettant de recruter 15 000 personnels enseignants titularisés, le développement d'infrastructures et d'universités pour augmenter le nombre de places à l'université en licence et en master.
- ✳ La fin de la sélection autre que par le diplôme requis : chaque jeune doit pouvoir bénéficier de son droit à la poursuite d'études. Chaque jeune doit pouvoir s'inscrire dans la fac et la filière de son choix, en licence comme en master. ✳

Signataires : UEC, MJCF, UNEF, l'Alternative, Solidaire étudiants, Voix lycéenne, Jeunes Génération.s, Jeunes écologistes, Jeunes du NPA

Ciné-Archives - Grande braderie sur les DVD Jusqu'au 15 décembre 2021, -50 % sur les éditions DVD !

Réalisé par Jean-Patrick Lebel, « Cité de la Muette » est le premier documentaire consacré au camp de Drancy, principal centre d'internement des juifs français et étrangers avant leur extermination en Europe de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale. Le film ausculte les lieux de l'internement et donne la parole à des témoins encore jeunes, dont beaucoup livrent leur expérience pour la première fois devant une caméra.

Deux DVD accompagnés d'un livret avec des articles de Tanguy Perron, Denis Peschanski, Sylvie Zaidman et Luc Alavoine.

Réalisés sous l'égide du PCF et de la CGT, les vingt courts métrages réunis dans ce coffret proposent une traversée du cinéma militant de 1945 à 1956, des « Lendemain qui chantent » de la Libération à la violence politique de la guerre froide.

Aux années de la Reconstruction et des conquêtes sociales, avec la mise en place du programme du Conseil national de la Résistance et l'arrivée de ministres communistes au gouvernement, succède une période pendant laquelle les luttes sociales et anticoloniales sont réprimées dans le sang. La bataille idéologique fait rage, incitant les réseaux communistes et cégétistes à mettre en place des contre-actualités filmées et le cinéma français à se mobiliser face à la concurrence américaine.

Pour la plupart interdits par la censure à leur sortie, ces films sont pour la première fois disponibles en DVD.

Pour toute demande d'information ou pour organiser une projection : contact@cinearchives.org Tél.01 40 40 12 50

Retrouvez-nous !

Pour être informés de nos activités et de nos dernières mises en ligne, suivez-nous !

Paiement par chèque à l'ordre de Ciné-Archives, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19^e

Téléchargez le bon de commande ici.



GRANDS SOIRS ET BEAUX LENDEMAINS, 1945-1956
LE CINÉMA MILITANT DE LA LIBÉRATION ET DE LA GUERRE FROIDE

12 EUROS



CITÉ DE LA MUETTE
UN DOCUMENTAIRE DE JEAN-PATRICK LEBEL SUR L'HISTOIRE DU CAMP DE DRANCY

10 EUROS



OFFRE SPÉCIALE : LES DEUX POUR 20 EUROS PORT INCLUS

Chili : comment remobiliser après la douche froide du 1^{er} tour ?

Dimanche 21 novembre, le Chili poursuivait son agenda électoral avec le 1^{er} tour des élections présidentielle et législatives. Les résultats de ces élections ont été une véritable surprise, que certains qualifient de « véritable tremblement de terre ». Le candidat de l'extrême droite José Antonio Kast arrive en tête avec 28 % devant le candidat de l'alliance de gauche « Apruebo Dignidad », Gabriel Boric (26 %). De plus, la droite conserve la tête de l'Assemblée législative et du Sénat.

Personne, à gauche, ne peut cacher sa déception à la suite de l'annonce des résultats. Personne ne peut se cacher derrière un résultat en progrès du Parti communiste chilien qui a gagné douze députés au lieu de huit auparavant et entre pour la première fois au Sénat avec deux sénateurs.

Que s'est-il passé ?

En 2017, un grand mouvement féministe a commencé dans les universités dénonçant le harcèlement sexuel et les violences contre les femmes. Ce mouvement féministe s'est poursuivi et a même réussi à gagner la dépénalisation de l'avortement jusqu'à quatorze semaines. En 2019, un immense mouvement social met des millions de Chiliens dans les rues pour plus de justice sociale. Le point de départ était l'augmentation du prix des transports, mais la colère se construit contre les inégalités d'accès à la santé, contre le système des retraites par capitalisation. Ce mouvement social amènera le président de droite à négocier un calendrier électoral et un référendum sur la Constitution. C'est alors 78 % des électeurs chiliens qui votent pour une nouvelle constitution, pour en finir avec la constitution de Pinochet. Puis en mai 2021, une Assemblée constituante est élue où l'on note une certaine difficulté de la gauche à rassembler les voix et plusieurs groupes dits « indépendants » ou « autonomes » se présentent et gagnent des représentants dans cette assemblée.



À la suite de tout cela, en novembre 2021, l'extrême droite, avec un candidat nostalgique de la dictature de Pinochet, arrive en tête à la présidentielle, et un candidat n'ayant pas mis les pieds au Chili arrive en 3^e position. La droite a réussi sa campagne de haine, de mensonge et de peur. La manipulation par les « fake-news », les images violentes du mouvement social de 2019 et la campagne anticommuniste ont fonctionné.

Le candidat de gauche, Gabriel Boric, n'a pas réussi à mobiliser, n'a pas réussi à se donner une posture de Président en capacité de changer la vie des Chiliens, n'a pas réussi à s'adresser au Chili populaire, n'a pas réussi à redonner confiance en la politique, à donner un espoir de grand changement. L'abstention a été forte

en effet : 53 %, mais c'était aussi le cas il y a deux ans.

Alors, certes, les partis du président sortant Pinera et ceux du PS et de la démocratie-chrétienne qui avaient été au pouvoir depuis la fin de la dictature ont été sévèrement sanctionnés, mais la sanction et la colère ne renforcent pas forcément la gauche de transformation sociale. C'est un problème rencontré dans beaucoup de pays.

L'expression d'une colère individuelle, ou « corporatiste », sans discours politique, sans donner sens ni espoir en une nouvelle société, sans discours inclusif s'adressant à tout le monde peut être une colère vaine, débouchant sur le pire, l'extrême droite voulant mettre un coup à la démocratie. Cette élection montre une nouvelle fois la défiance d'une majorité de la population envers la politique, mais elle montre aussi l'importance des partis politiques organisés dans la proximité aux législatives.

Il reste maintenant un mois au candidat Boric pour rassembler les millions de Chiliens qui se battent pour un autre Chili depuis deux ans, pour rassembler celles et ceux qui veulent se débarrasser de la Constitution de Pinochet et continuer le chemin de la démocratie, de la justice sociale, du respect de l'environnement. 🗳️

Cécile Dumas

responsable-adjointe du secteur International du PCF

Petite histoire des journalistes et réalisateurs communistes à la radio-télévision (5)

Dès 1970, le PCF dépose à l'Assemblée nationale une proposition de loi concernant le statut de l'ORTF. « C'est la seule force politique d'opposition qui a un projet défini et cohérent pour la radio-télévision », note l'historienne Agnès Chauveau (*L'audiovisuel en liberté ?*, Presses de Sciences Po, 1997).

En 1971, dans « Changer de cap », le Parti met l'accent sur « la démocratisation des moyens modernes d'information et de diffusion » : création d'une société nationale de la radio et de la télévision, meilleure élaboration des programmes, part essentielle aux créations, place de la création contemporaine, droit des auteurs des émissions radio-télévisées.

Peu après (1972), le programme commun de la gauche reprend ces orientations et se propose d'œuvrer « pour le droit d'expression des courants d'opinion » et contre « la censure ». La question du pluralisme à la télé devient une des grandes questions du débat politique de la décennie. Les partis de gauche mettent sur pied un « comité de vigilance » présidé par Edmonde Charles-Roux. Giscard d'Estaing fait semblant de jouer l'ouverture : interrogé par René Andrieu lors d'une conférence de presse en 1978, il prétend vouloir mettre fin à l'ostracisme qui vise les journalistes communistes. Le PCF le prend au mot et dépose aussitôt une série de candidatures pour intégrer les chaînes : Martine Monod, Marcel Trillat, Roger Pourteau, François Salvaing. L'affaire n'a pas de suite.



L'élection de François Mitterrand suscite un vif espoir de libéralisation. Le premier ministre Pierre Mauroy critique le caractère monocolore des présentateurs de télé, appelle à des changements qu'il initie très lentement par ailleurs. Le PCF met l'accent sur le respect du pluralisme et revendique sa place dans les médias publics.

L'intégration de journalistes communistes va passer par plusieurs canaux. Il y a d'abord la réintégration des licenciés. Francis Crémieux par exemple retrouve son titre de rédacteur en chef. Marcel Trillat, licencié en 1968, et qui anima un temps la radio libre « Lorraine cœur d'acier », devient chef du service Société avec Pierre Desgraupes sur la deuxième chaîne. Outre ce retour des « anciens », le PCF réclame l'embauche de nouveaux journalistes. Ce

sera l'objet de négociations interminables avec le Parti socialiste. Elles durent de l'automne 1981 à l'automne 1982. Georges Marchais aborde la question avec François Mitterrand, puis Pierre Juquin, chargé de la communication, et Jacques Bidou, son collaborateur, gèrent le dossier au quotidien. Côté PS, c'est Georges Fillioud qui dirige. Et qui résiste ! « Chaque nom (de nouveaux journalistes communistes) est arraché plutôt que concédé », selon Jacques Bidou. C'est ainsi que sont nommés à la rédaction de TF1 François Salvaing, Roland Passevant, Jean-Luc Mano, Victoria Llanso ; pour FR3 c'est le cas de Jean-Charles Eleb, Pierre Charpentier ou Michel Naudy, responsable du service politique. « Édouard Guibert négociera la venue à FR3 de onze journalistes sur un effectif de six cents », observe l'historien Jérôme Bourdon.

Combien sont-ils au total ? S'il est possible d'identifier aisément une quinzaine de noms dans les rédactions de TF1, A2 et FR3, soit les personnalités les plus médiatiques, Jacques Bidou parle d'une cinquantaine de cas (59 au total) pour les trois chaînes ainsi que Radio France et les radios et chaînes locales. Ce chiffre est somme toute limité. Si l'on évalue à 1 400 environ le nombre total de journalistes du secteur public d'alors, il s'agit de moins de 5 % de l'ensemble des journalistes. Ce qui n'empêche pas la droite de crier à « l'entrisme rouge ».

Gérard Streiff

27 morts dans la Manche

La politique de l'Europe est criminelle !

27 migrants, sans doute en majorité Kurdes, sont morts le 24 novembre en tentant de traverser la Manche. Deux autres sont dans un état grave. En France comme en Grande-Bretagne, les gouvernants feignent de s'émouvoir. Quelle hypocrisie !

La semaine dernière, dans un entretien à l'AFP, le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, Philippe Durieux, annonçait que les traversées en petites embarcations avaient doublé ces trois derniers mois. Entre le 1^{er} janvier et le 31 août, 15 400 migrants l'ont tenté (dont 3 500 récupérés « en situation difficile »), contre 9 500 en 2020. Depuis le verrouillage du port de Calais et de l'eurotunnel en 2018, ces voyages dantesques se multiplient.

À Calais et sur 120 kilomètres de côte, le gouvernement français, de concert avec les autorités britanniques, a pour seule politique de réprimer les migrants. Voici quinze jours, la police ravageait même le camp de Grande-Synthe, lacérant les tentes, jetant les sacs de couchage dans des bennes, confisquant tous les effets personnels, réduisant un peu plus au désespoir des hommes, des femmes, des enfants, poussés à tout risquer, même leurs vies, pour partir.

Le ministre de l'Intérieur rejette la faute sur les passeurs. Ceux-ci doivent évidemment être poursuivis et condamnés sévèrement. Mais là où l'on met des barbelés et où l'on se refuse à traiter avec dignité des êtres humains n'ayant pour seul tort que de fuir la misère et les guerres, on encourage les filières mafieuses. L'Union européenne se barricade, elle construit des murs, mais elle reste indifférente au sort d'une immense partie de la planète, ravagée par le pillage des multinationales, soumise à des dictatures féroces, rendue invivable par le dérèglement climatique. Ce cynisme est criminel. Les dirigeants du Royaume-Uni vont maintenant jusqu'à menacer de prison celles et ceux qui auront réussi à débarquer sur son sol. Un projet de loi, déposé en octobre et à l'examen, prévoit de les renvoyer vers les côtes françaises, au mépris du droit de la mer. Pour Boris Johnson, tout est bon pour faire croire qu'il tiendra sa promesse du « Take Back Control ».

De chaque côté de la Manche, des associations comme le Secours catholique œuvrent pour aider les migrants. Elles sauvent notre honneur et l'honneur de toute l'Europe. Le drame des migrants ravive la mémoire collective des exodes qui ont marqué l'histoire tragique de notre continent au XX^e siècle. La solution à cette tragédie humaine n'est certainement pas de mieux organiser la traque des migrants. Le gouvernement français doit cesser de faire



croire aux Français que ces derniers vont retourner dans des pays en proie au chaos, comme l'Érythrée, l'Éthiopie, le Soudan, la Syrie ou l'Afghanistan. L'urgence est plutôt de dénoncer les accords du Touquet, qui imposent à la France d'assumer un rôle indigne des valeurs de sa République, et d'agir auprès des autres gouvernements européens afin que se mettent en place au plus vite des voies sécurisées permettant de sauver des vies aujourd'hui menacées.

Au-delà, l'Union européenne a le devoir de renoncer aux mesures qui enfoncent des milliers d'êtres humains dans la précarité et la clandestinité. L'heure est à la mutualisation de ses dispositifs d'accueil et d'intégration. Le Président de la République propose de convoquer en urgence une réunion des pays concernés par le défi migratoire. Si elle voit le jour, une telle rencontre doit permettre de définir enfin une politique d'humanité, et d'ouvrir le chemin à une aide solidaire au développement des pays dont les ressortissants sont conduits à l'exil pour échapper à leurs souffrances.

Pour sa part, le PCF participera à toutes les mobilisations organisées en ce sens à Calais et dans tout le pays. ✪

Parti communiste français
Paris, le 26 novembre 2021

Libres comme l'art
100 ans d'histoire entre
les artistes et le PCF



En cent ans d'existence, le Parti communiste français a toujours entretenu une relation privilégiée à l'art et à la culture. Du surréalisme à la construction de son siège par l'architecte Oscar Niemeyer en passant par ses liens étroits avec des dizaines de peintres et artistes majeurs du siècle, le Parti communiste et les avant-gardes artistiques et culturelles ont fécondé une histoire politique, sociale et culturelle singulière. « Changer la peinture, c'est changer l'homme », dit le premiers vers du discours à Pablo Picasso de Louis Aragon, l'écrivain qui offrira au PCF la Joconde de Duchamp (L.H.O.O.Q.), en témoignage de l'attachement à la liberté de la création.

Ce tableau et plus de cent vingt œuvres témoins de tous les engagements esthétiques du siècle sont pour la première fois rassemblés au siège du PCF, dans l'écrin de l'Espace Niemeyer, et racontent cette histoire unique dans l'exposition « Libres comme l'art », conçue par les commissaires Yolande Rasle et Renaud Faroux.

Des plus illustres, fondateurs de l'art contemporain, réalistes, ou inventeurs de la figuration narrative, aux plus injustement minorés, des plus proches aux plus critiques, plus de cinquante peintres et photographes au total, l'exposition présente un parcours totalement inédit dans ce siècle d'art et d'engagement mêlés, faisant dialoguer tous les grands courants de la peinture ici représentés.

Exposition présentée du 29 novembre 2021 au 31 janvier 2022
Entrée libre. Commissaires de l'exposition : Yolande Rasle et Renaud Faroux
Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19^e